



COMMUNIQUÉ à l'attention de tous les affiliés de l'ISP – 25 avril 2017

Réunion EB-150 du Conseil exécutif de l'Internationale des Services Publics 20-21 avril 2017, Genève

Chers/Chères Camarades,

La réunion EB-150 du Conseil exécutif de l'ISP s'est tenue les 20 et 21 avril. Elle avait pour objectif d'évaluer les progrès réalisés depuis la dernière rencontre et de préparer le Congrès mondial de l'ISP, prévu à Genève du 30 octobre au 3 novembre 2017. Au cours de cette rencontre, il a été fait un rapport complet des activités régionales et mondiales dans un contexte politique difficile et 28 nouveaux affiliés ont été accueillis.

D'importantes préoccupations ont été exprimées quant aux développements politiques dans le monde, notamment les actions de Donald Trump aux États-Unis, les licenciements de masse dans le secteur public en Turquie depuis l'échec du coup d'État, le Brexit en Europe et la situation au Brésil, au Venezuela et en Argentine. Une **résolution d'urgence** a été adoptée, apportant son soutien à la grève générale du 28 avril au Brésil, qui s'insurge contre les réformes en matière de travail et de sécurité sociale, ainsi que l'externalisation des services publics (<http://ow.ly/UaiV30bbQ4y>).

L'EB-150 a fait part de ses préoccupations quant à la montée du populisme d'extrême-droite qui exploite la colère et la frustration des gens en ce qui concerne les inégalités grandissantes, le chômage, la fraude fiscale, les accords commerciaux opaques et le démantèlement des services publics.

Le Conseil a toutefois souligné un certain nombre de progrès encourageants, le plus positif étant le soulèvement, le 8 mai, d'un mouvement féminin fort réclamant l'égalité et la fin des violences faites aux femmes. À noter également, en Corée du Sud, les manifestations et la mobilisation des travailleurs/euses qui ont contribué à la destitution de la présidente corrompue ; la défaite du parti populiste de droite aux Pays-Bas ; les victoires importantes en matière de droits liés à la maternité au Mexique et en Inde ; ainsi que la déclaration de la cour indonésienne jugeant illégale la privatisation de l'électricité dans le pays. Le Conseil exécutif a constaté qu'une résistance mondiale commençait à se faire entendre par le biais de rassemblements, de manifestations et de grèves organisées par les syndicats et la société civile, afin de contrer les forces antidémocratiques, antisyndicales, conservatrices et capitalistes qui visent uniquement leurs propres intérêts.

L'EB-150 a également indiqué que le Congrès de l'ISP 2017 serait pour les syndicats du secteur public une occasion importante de se regrouper et de poursuivre le travail nécessaire pour créer un monde meilleur. Il a ensuite :

-)] Entériné le **Programme d'action (PoA)**, intitulé *Le peuple au-dessus du profit*, qui sera remis aux affiliés ;
-)] Entériné les **amendements aux Statuts** en vue du débat au Congrès, qui renforcera l'organisation et enrichira la démocratie interne ;
-)] Reçu 50 **résolutions** d'affiliés en vue du Congrès, et souligné qu'il s'agissait là d'une excellente indication de la participation des affiliés et de l'implication dans les débats et les prises de décision du Congrès ;
-)] Pris note du rapport de la Commission du règlement (**SOC**), notamment le travail en cours concernant l'**ordre du jour provisoire du Congrès** ;
-)] Examiné la **page Web du Congrès** déjà en ligne pour l'anglais (l'espagnol et le français suivront) et depuis laquelle l'inscription individuelle en ligne est d'ores et déjà possible : <http://congress.world-psi.org>.

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

Le Conseil exécutif EB-150 a suivi les avancées de la « **Campagne pour le droit à la santé pour tous** » lancée en décembre 2016 (<http://www.world-psi.org/en/right-health-campaign-better-future-publichealth4all>) pour créer un mouvement mondial visant à mettre en place un système de santé publique universel (Universal Public Health Care ou UPHC). Cette campagne intégrera les droits syndicaux, luttera contre la privatisation et la justice fiscale et formera des coalitions avec d'autres fédérations mondiales de syndicats, syndicats non affiliés, centres syndicaux nationaux et alliés de la société civile pour :

- J Renforcer la capacité des affiliés de l'ISP à faire campagne pour l'**amélioration du financement** des services de santé ;
- J Souligner le rôle de l'état pour veiller à ce que le concept des droits de l'homme prévoie l'**accès universel** à la santé ;
- J Établir un consensus contre la **marchandisation** du système de santé ;
- J Étendre le corpus des **recherches** factuelles sur le système de santé publique universel ;
- J Renforcer l'influence de l'ISP sur la gouvernance mondiale, pour accélérer la mise en place de l'objectif 3.8 de développement durable (**SDG**) (Couverture santé universelle) et du plan d'action sur le rapport de la Commission des Nations Unies sur l'Emploi en Santé et la Croissance économique de l'ONU (ComHEEG).

La préparation de la Conférence internationale du Travail (<http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/106/>) a également fait l'objet de discussions et il a été souligné ce qui suit :

- J Malgré une réponse plutôt encourageante à l'appel à la solidarité lancé par l'ISP lors du Conseil exécutif EB-149 en faveur des collègues **libériens** licenciés de manière abusive, l'affaire n'est pas encore réglée ;
- J L'ISP et ses affiliés interviendront dans plusieurs cas de **violation** des droits syndicaux qui seront présentés à la Commission de l'OIT sur l'application des normes : Algérie, Botswana, Brésil, Colombie, Équateur, Égypte, Guatemala, Kazakhstan, Philippines, Turquie ;
- J La question du **droit de grève** posée par l'OIT reste pour le moment non résolue, même si le système de surveillance est actuellement étudié ;
- J L'ISP diffusera sous peu une **circulaire** visant à identifier les affiliés qui participeront à la Conférence internationale sur le travail, afin de coordonner des travaux communs.

L'EB-150 a entériné une **déclaration de solidarité** en réponse à une demande émise par le Syndicat palestinien de la santé à Gaza, pour 6 500 détenus palestiniens (dont 300 enfants) ayant démarré une grève de la faim toujours en cours pour marquer la journée des prisonniers palestiniens le 14 avril (<http://ow.ly/Nmh830bbQfi>).

Le Conseil a également approuvé le Rapport financier 2016 équilibré, ainsi que le budget 2017 actualisé. Il a procédé à la nomination de deux nouveaux vice-présidents, Mette Nord (Fagforbundet, Norvège) et Thomas Kattnig (younion, Autriche), et deux **responsables des élections** lors du Congrès : Morna Ballantyne, Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), Canada, et Tomio Ishihara, JPSU, Japon.

Le compte rendu sera rapidement mis à disposition des affiliés de l'ISP sur la page web de l'ISP.

La prochaine réunion du Conseil exécutif (EB-151) se tiendra le 30 octobre (après-midi). Avant cela, la SOC se tiendra les 19 et 20 juillet, ainsi que le 29 octobre (après-midi), et le Comité pour les femmes se réunira le 30 octobre (matin).

Rosa Pavanelli

Secrétaire générale de l'ISP